



UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Présentation de l'UMQ de l'étude sur l'état des infrastructures municipales du Québec

Deloitte.

E&B DATA
ECONOMIC & BUSINESS

Contexte de l'étude

- En 2003, l'UMQ, alarmée par la détérioration des infrastructures municipales, a mandaté le *Conference Board of Canada* afin de faire la lumière sur l'état du déficit en infrastructures. Aujourd'hui, alors que les investissements des dernières années ont permis de renverser le cycle de désinvestissement, l'UMQ a voulu dresser un **diagnostic actualisé** de l'état des infrastructures municipales.
- Dans un contexte de finances publiques difficiles, les gouvernements du Canada et du Québec sont à **l'aube de choix importants** et travaillent sur l'élaboration de leur prochain plan d'investissement à long terme.

Objectifs de l'étude

Dresser un portrait actualisé de l'état des infrastructures municipales en tenant compte des investissements des dernières années. Plus précisément, l'étude vise à atteindre les trois objectifs suivants:

- ✓ Établir le bilan de la contribution effective des trois paliers de gouvernement sur la période 2008-2014
- ✓ Évaluer l'impact des investissements des dernières années sur l'état du déficit en infrastructures
- ✓ Évaluer et cibler les besoins futurs des municipalités

1. Contributions financières effectives des trois paliers de gouvernement

Introduction

Établir le bilan des investissements réalisés de 2008 à 2014 dans les infrastructures municipales et évaluer la contribution financière nette de chacun des trois paliers de gouvernement. Ceci a impliqué la réalisation des étapes de travail suivantes :

- Estimation des dépenses totales de travaux d'infrastructures municipales (programmes et hors-programmes)
- Calcul de la contribution financière brute des trois paliers de gouvernement
- Calcul de la contribution financière nette des trois paliers de gouvernement, une fois pris en compte les recettes fiscales directes et indirectes.

Approche méthodologique

L'étude est fondée sur:

- 1) la ventilation des dépenses (par année, par type) reliées aux travaux d'infrastructures municipales réalisés ou non dans le cadre de programmes d'infrastructures
- 2) le calcul des retombées économiques et fiscales (modèle intersectoriel du Québec). C'est ce dernier calcul qui permet d'évaluer la contribution financière nette des paliers de gouvernement provincial et fédéral.

Autres éléments méthodologiques:

- **Dépenses non-prises en compte dans les calculs d'impact.** Les dépenses relatives aux véhicules de transport en commun, à l'ameublement et à la machinerie n'ont pas été comptabilisées, pas plus que celles ne correspondant pas à une activité économique (1) (5,0 MM\$ pour la période 2008-2014).
- **Structure fiscale.** Les calculs des rentrées fiscales ont été faits sur la base de la structure fiscale de 2012. Cette hypothèse ne tient donc pas compte des changements survenus depuis 2008 (2).
- **Impôt des sociétés.** Le calcul d'impact fiscal réalisé ne tient pas compte de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Un renversement du cycle de désinvestissement

L'objectif était d'estimer la contribution financière nette de chacun des trois paliers de gouvernement en utilisant une simulation par le biais du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec.

Les dépenses totales d'infrastructures municipales sont évaluées à: (en \$ 2012)

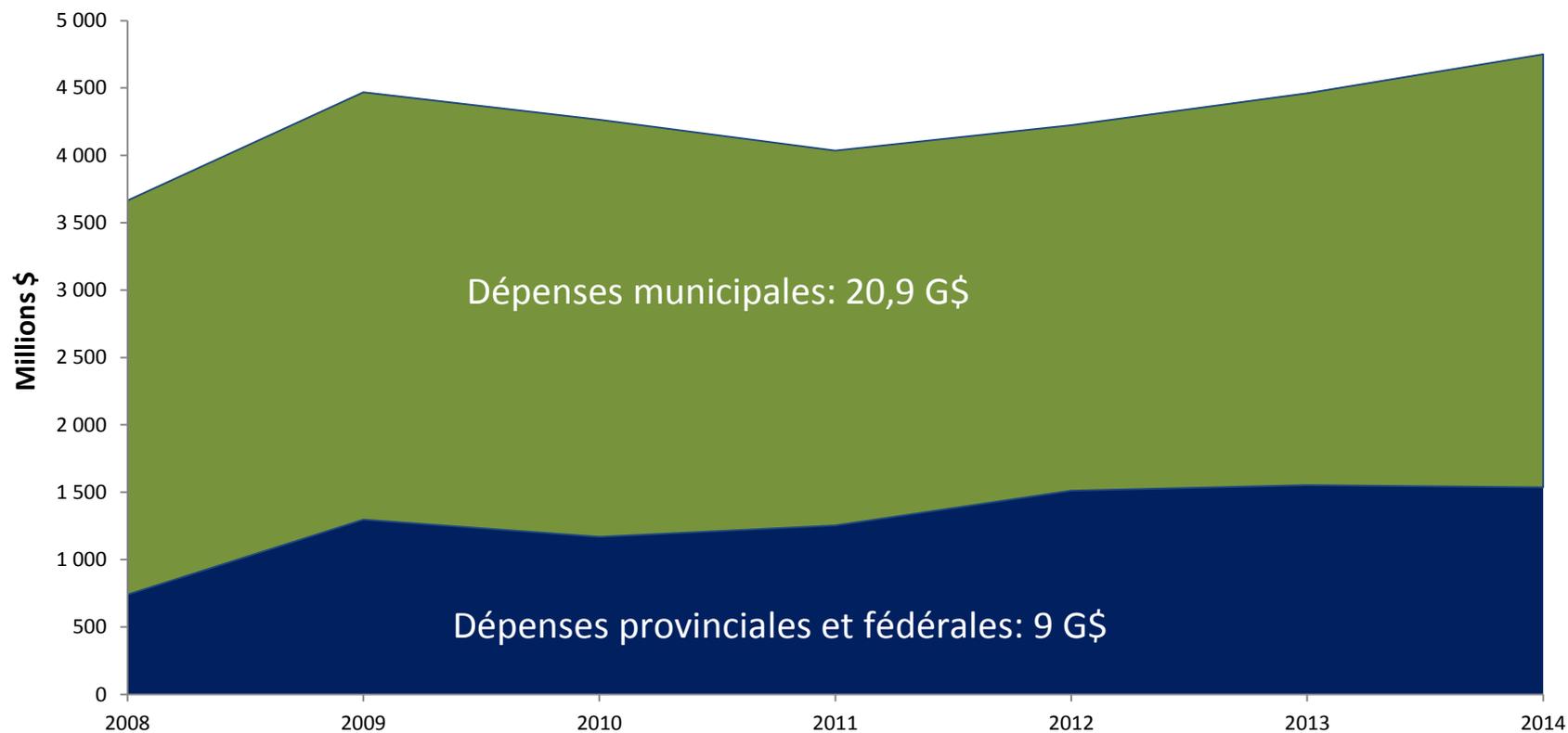
- **29,9 MM\$** entre 2008 et 2014
- Dépense annuelle moyenne estimée à 4,3 MM\$
- Contribution annuelle moyenne fédérale de 556 M\$, provinciale de 738M\$ et municipale de 2973M\$.

Les dépenses de programmes en infrastructures municipales sont évaluées à :

- **12,8 MM\$** (43% des dépenses totales) entre 2008 et 2014
- **76 %** des dépenses de programmes ont visé des **infrastructures d'eau**
- Dépense de programmes annuelle moyenne estimée à 1,8 MM\$
- Contribution fédérale de 556 M\$, provinciale de 738 M\$ et municipale de 544 M\$.

Les municipalités assument 70% des dépenses brutes en infrastructures municipales

Évolution des dépenses totales brutes (2008 – 2014)



En considérant les retours fiscaux, les municipalités assument plutôt 76 % de la charge financière totale

- **Fédéral** : 3,9 milliards \$ d'investissement en terme de contribution brute, 1,2 milliards \$ de retours fiscaux, donc 2,7 milliards \$ en contribution nette. **Pour chaque dollar que le gouvernement fédéral a mis, il en a donc récolté à peu près 30 cents** en retours fiscaux.
- **Provincial** : 5,2 milliards \$ en terme de contribution brute, 1,4 milliards \$ de retours fiscaux, donc 3,8 milliards \$ en contribution nette. **Pour chaque dollar que le gouvernement provincial a mis, il en a donc récolté à peu près 27 cents** en retours fiscaux.
- Les **municipalités** ont donc assumé la grande majorité de la charge financière totale (76 %) .

Source de financement	Contribution brute		Retour fiscal (impôts)		Contribution nette		
	Valeur	Pourcentage	Valeur	Pourcentage par rapport à leur contribution	Pourcentage par rapport au total dépensé	Contribution nette	Pourcentage
Fédéral	3 894	13%	1 171	30%	4%	2 723	10%
Provincial	5 167	17%	1 398	27%	5%	3 769	14%
Municipal	20 809	70%	-	-	-	20 809	76%
Total	29 870	100%	2 568	-	9%	27 302	100%

Des investissements qui soutiennent notre économie

- 220 000 emplois-années au total de 2008 à 2014

	Effets directs	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Total
Emploi (personnes-années)	121 966	57 926	39 314	219 206

- 20,9 milliards de dollars au PIB du Québec au total de 2008 à 2014

Type de contribution au PIB	Valeur (millions \$)
Salaires et traitements avant impôt	11 557
Revenu net des entreprise individuelles	1 039
Excédents d'exploitation des fournisseurs	8 283
Total	20 880

2. Actualisation du déficit en infrastructures municipales

Approche méthodologique

- Le **déficit en infrastructures municipales** correspond au manque à gagner entre le niveau d'investissement « désiré » et le niveau des nouveaux investissements, en dollars constants pour la période de 1978 à aujourd'hui.
- Le **niveau d'investissement « désiré »** consiste à reproduire le niveau de nouveaux investissements effectués lors de la période de référence.
- Les **nouveaux investissements** s'obtiennent en soustrayant de l'investissement total, la partie dépréciée du stock de capital.
- La **période de référence** débute en 1955 jusqu'en 1977 et représente un niveau désirable d'investissement en infrastructures municipales par une relation avec la croissance démographique.



Comparabilité avec l'étude de 2003

- En 2003, le *Conference Board* du Canada (CBC) a réalisé une étude à la demande de l'UMQ concernant la situation fiscale des municipalités.
- Cette étude a notamment évalué la situation en matière d'infrastructures municipales et démontrait l'existence d'un déficit en matière d'investissement d'une valeur de 17,9 G\$ en 2003.
- Les données sources ayant été améliorées par Statistique Canada, la mise à jour du déficit évalué à 17,9 G\$ en 2003 démontre qu'il était réellement de 24,1 G\$ en 2003.

La mise à jour de l'étude du CBC par Deloitte évalue le déficit actuel à 34,2 milliards de dollars.

L'étude en chiffres – Le déficit

Déficit en 2003: 24,1 G\$

Déficit en 2011: 34,2 G\$

Croissance annuelle de 2003 – 2011: 3,96%

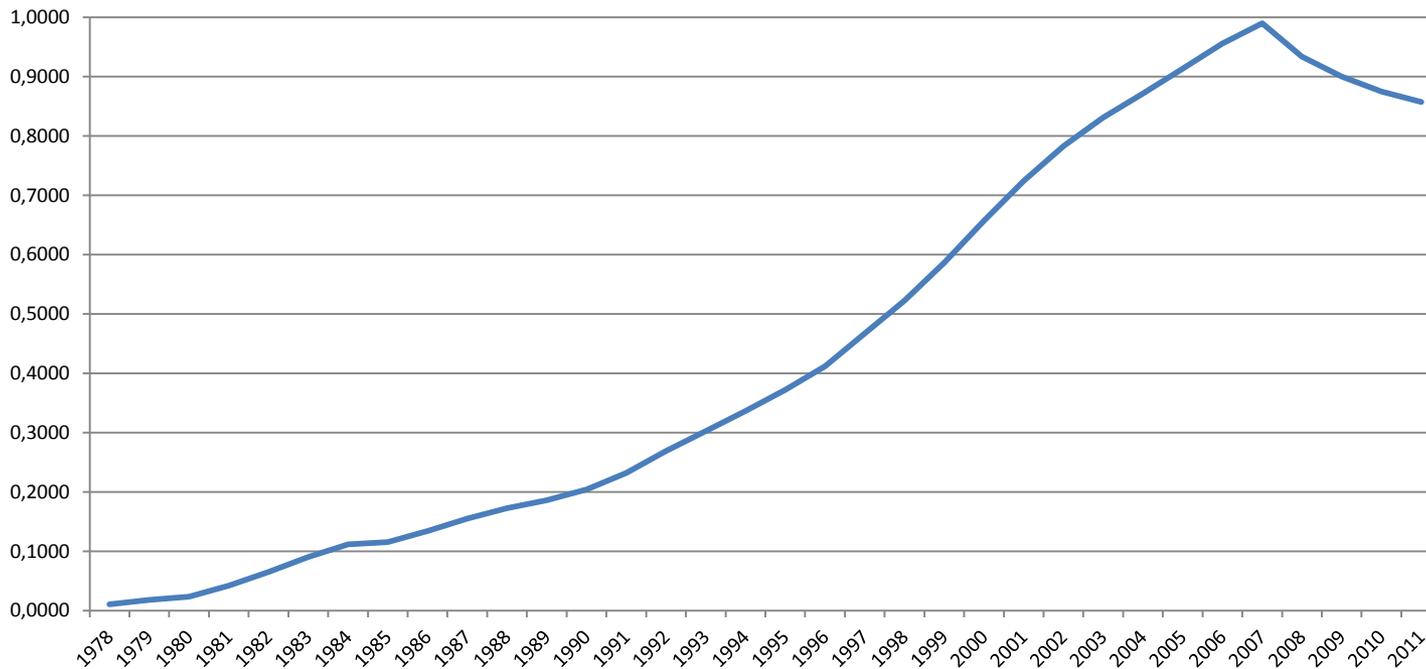
Croissance annuelle 2003 – 2007: 5,77%

Croissance annuelle 2008 – 2011: 1,75%

Les programmes d'infrastructures ont eu un impact important sur le ralentissement de la croissance du déficit à partir de 2008.

Le déficit croît toujours mais de façon mieux contenue

Mise en relation du déficit cumulé sur le Stock net ⁽¹⁾



(1) Sources: l'UMQ assume les limites découlant de la mise en relation de ces deux variables dépendantes

3. Sondage sur les besoins en infrastructures municipales

Méthodologie

Sondage effectué par voie électronique du 16 avril au 25 juillet 2012 auprès des municipalités des **5 caucus d'affinité de l'UMQ**:

- **Municipalités locales**
- **Municipalités de centralité**
- **Municipalités de la métropole**
- **Cités régionales**
- **Grandes villes**

Caucus d'affinité	Questionnaire complétés	Population représentée
1. Municipalités locales	23	82 300
2. Municipalités de centralité	9	117 650
3. Municipalités de la métropole	18	2 850 000
4. Cités régionales	9	396 800
5. Grandes villes ⁽¹⁾	4	670 450
TOTAL	63	4 118 000

(1) Les résultats des villes de Longueuil, Laval, Montréal et Terrebonne ont été intégrés au caucus des municipalités de la métropole.



Un questionnaire de 8 questions

Q1: Quel est l'état physique relatif actuel des infrastructures de votre municipalité?

Q2: Estimez la valeur historique et la valeur de remplacement de vos actifs.

Q3: En vous basant sur votre PTI 2012, de quelles sources provient le financement de vos infrastructures en réhabilitation et mise aux normes?

Q4: En vous basant sur votre PTI 2012, de quelles sources provient le financement de vos nouvelles infrastructures (développement)?

Q5: Si vous obteniez le financement adéquat, quelle serait la liste de vos projets prêts à démarrer dans un court délai?

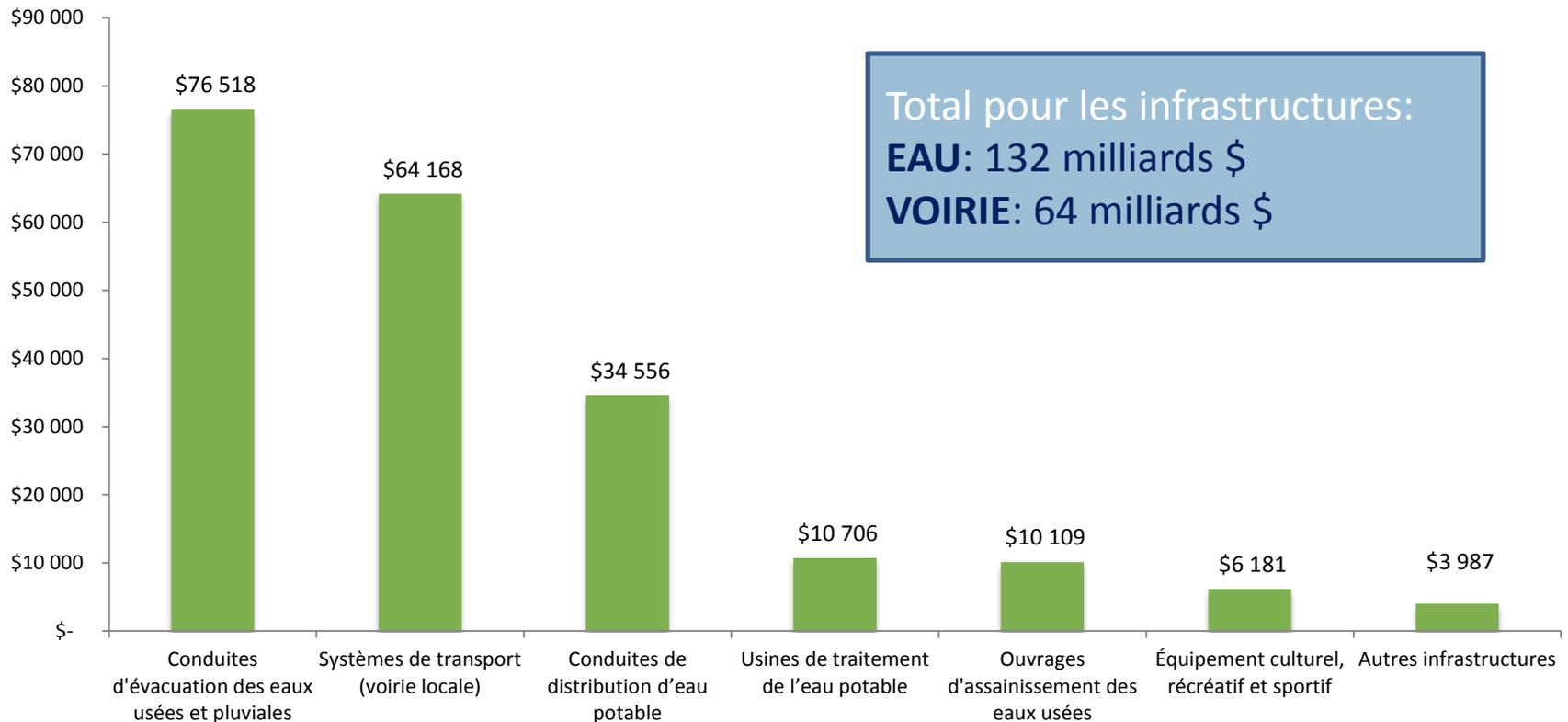
Q6: Quels sont vos investissements prévus (en milliers \$) en infrastructures pour les trois prochaines années, selon qu'elles découlent de la réhabilitation / mise aux normes ou du développement?

Q7: Dans quelle mesure les facteurs suivants ont une incidence sur vos besoins en infrastructures?

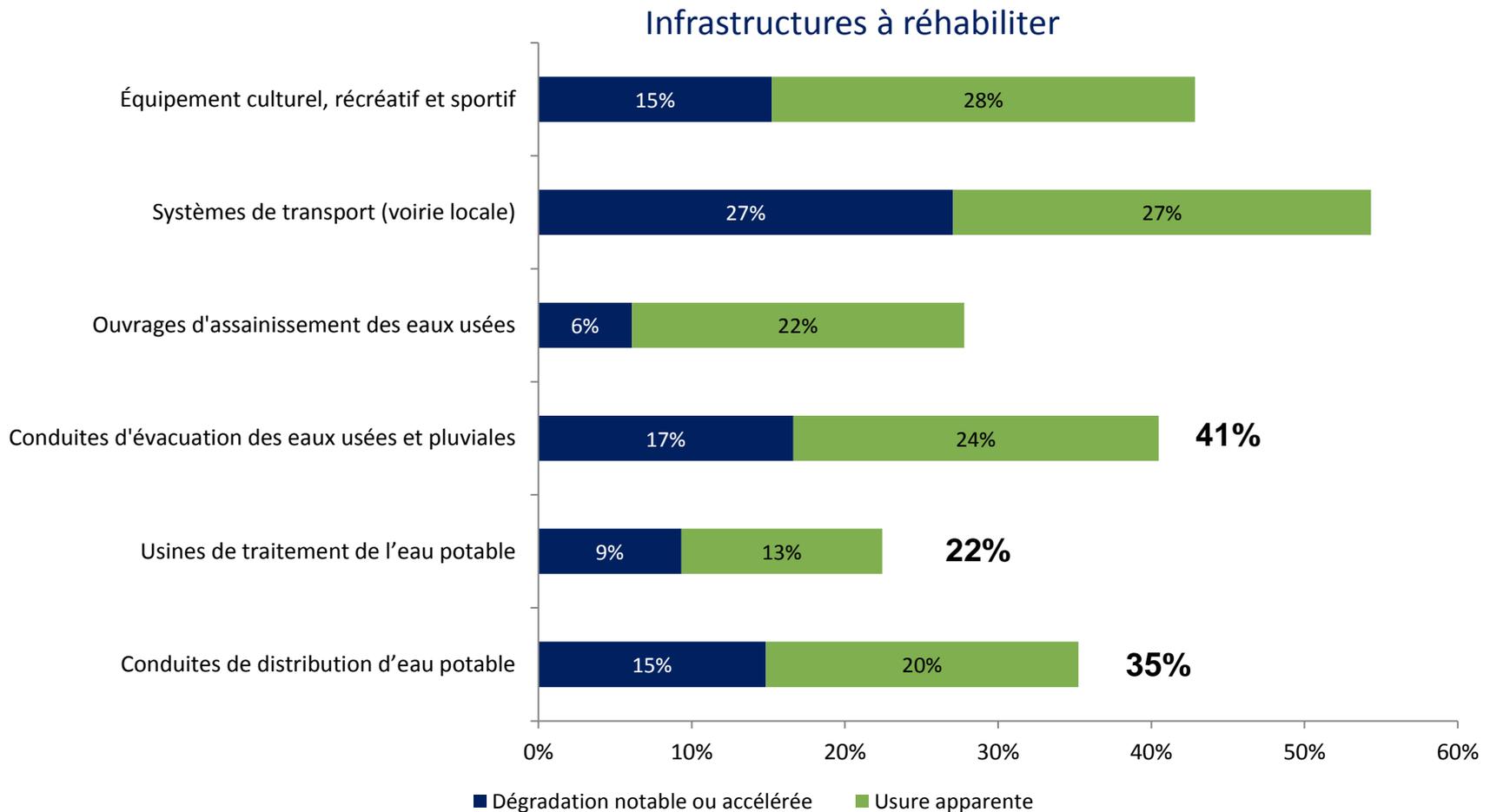
Q8: Dans quelle mesure les facteurs suivants ont une incidence sur la planification et la priorisation de vos investissements?

Des actifs d'une valeur de remplacement estimée à plus de 200 milliards de dollars

Valeur de remplacement estimée des actifs
(en millions \$, 2012)

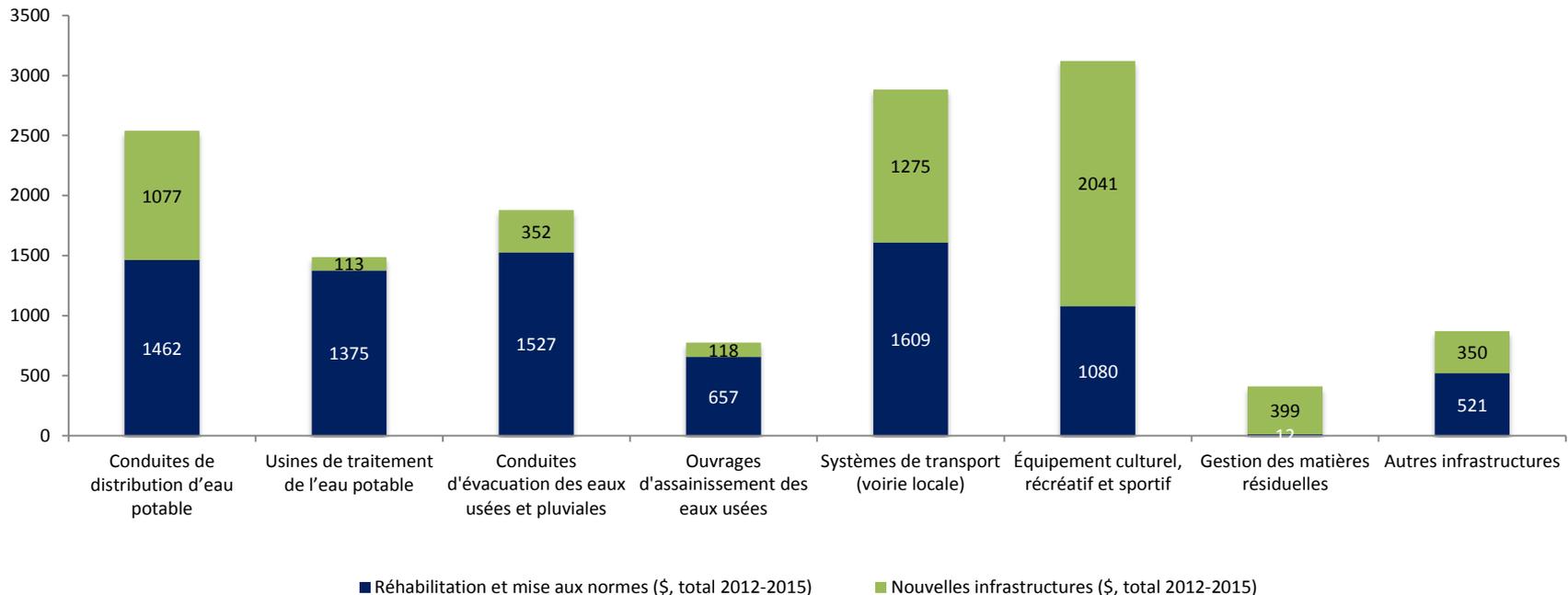


Des infrastructures en bon état...mais dont près de 40% sont à réhabiliter



Les municipalités poursuivent leur effort et prévoient investir plus de 14 milliards de dollars d'ici les trois prochaines années

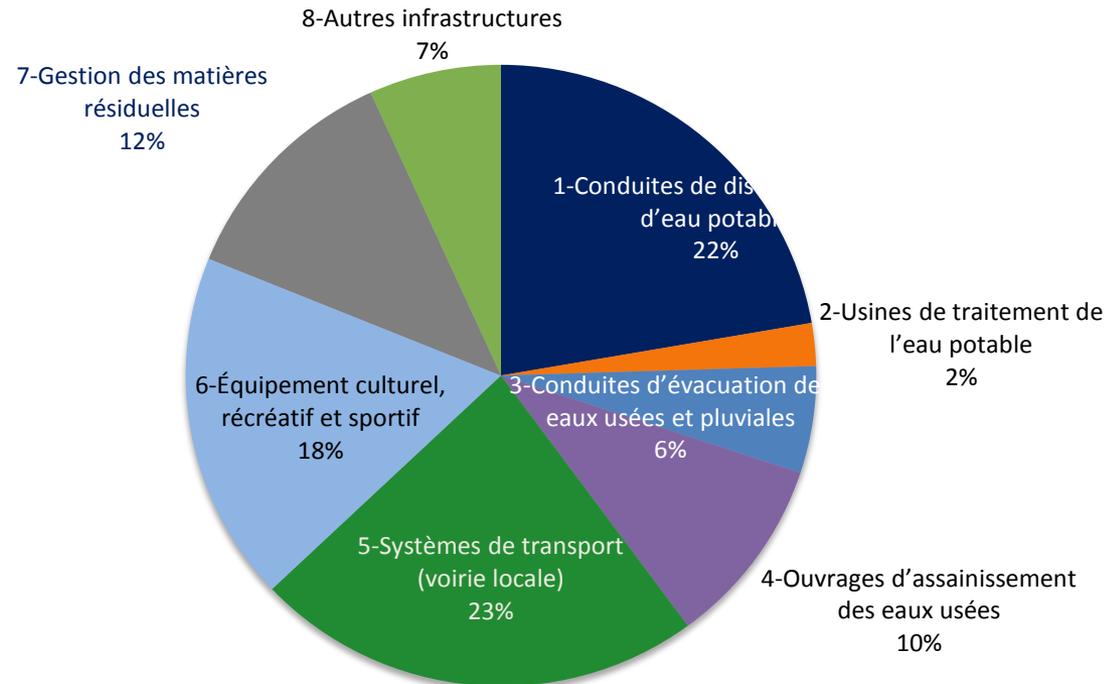
Investissements prévus pour les 3 prochaines années (M\$)



Au total, ce sont 8,2 milliards de dollars en investissement prévus pour la réhabilitation et la mise aux normes des infrastructures municipales (59%), et 5,7 milliards de dollars pour les nouvelles infrastructures (41%).

Un grand nombre de projets prêts à démarrer pour une variété d'infrastructures

Répartition des projets prêts à démarrer selon leur valeur



Les besoins des municipalités ne se limitent pas aux infrastructures liées à l'eau: la voirie locale et les équipements culturels, récréatifs et sportifs représentent plus de 40% de projets prêts à démarrer.

En terminant, il faut maintenir le cap à long terme !



Les municipalités ont assumé la très grande part des dépenses en infrastructures municipales (76%)



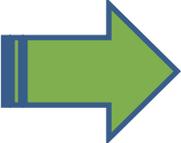
Les dépenses en infrastructures municipales ont générés des retombées économiques et fiscales très importantes



Le déficit a cru de 2003 à 2011 mais de façon mieux contrôlé depuis que les programmes d'infrastructures sont arrivés à leur vitesse de croisière



Les infrastructures municipales constituent un patrimoine très imposant qui démontrent des besoins aussi importants que variés



Pour réparer le passé (résorber le déficit) et protéger l'avenir (maintien d'actifs), l'UMQ évalue l'investissement additionnel nécessaire à plus de 2 milliards de dollars par année



UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC